

Résumé du Rapport Annuel 2017 de la BCT

Le rapport annuel de la Banque Centrale de Tunisie demeure un important document de référence et une source précieuse d'information sur la situation économique et financière du pays.

Compte tenu de la diversité des sujets abordés et de la densité des analyses effectuées, le présent papier produit seulement les trois principales conclusions qui se dégagent de la première partie du rapport consacrée à l'environnement international, à l'environnement économique et financier national et aux profondes mutations dans le monde. Les voici :

I. L'environnement international est marqué par une reprise économique synchronisé entre les grandes économies mondiales.

La relance de la croissance des économies avancées se confirme, passant de 1.7 pourcent en 2016 à 2.3 pourcent en 2017, soit le niveau le plus élevé depuis 2011, et il est prévu qu'elle se situe à 2.9 pourcent en 2018 grâce à la poursuite des politiques monétaires accommodantes qui ont permis une dynamisation de la demande intérieure.

Croissance réelle en %	2016	2017	2018
Etats Unis	1.5	2.3	2.9
Zone Euro	1.8	2.3	2.4

La croissance des économies émergentes, demeure robuste ; celle-ci passe de 4.4 pourcent en 2016 à 4.8 pourcent en 2017 et il est prévu qu'elle se situe à 4.9 pourcent en 2018, grâce aux taux élevés de croissance de la Chine et de l'Inde

Croissance réelle en %	2016	2017	2018
Chine	6.7	6.9	6.6
Inde	7.1	6.7	7.4

Le commerce mondial de biens et services enregistre une nette reprise basée sur le renforcement des flux commerciaux en Asie et des importations en Amérique du Nord. L'augmentation des flux est passée de 2.3 pourcent en 2016 à 4.9 pourcent en 2017 ;

Le chômage mondial se stabilise à une moyenne de 5.6 pourcent de la population active en 2017 et 2018 ; cette moyenne sous-tend, cependant un taux relativement élevé pour la zone euro, correspondant à près du double du taux global moyen quoique s'inscrivant sur une tendance baissière (10% en 2016 ; 9.4% en 2017 et 8.8% en 2018).

Le déficit budgétaire se stabilise dans les pays développés à 2.6 pourcent du PIB et se réduit dans les pays émergents et en développement se ramenant de 4.8 pourcent du PIB en 2016 à 4.1 pourcent en 2018.

Par ailleurs, les cours des matières premières industrielles et du pétrole brut s'inscrivent, sous l'effet de la hausse de la demande, sur une tendance haussière.

II. L'environnement Economique et financier national enregistre un mieux mais demeure fragile

L'analyse présentée rejoint celle dégagée dans les études et les débats du Forum Ibn Khaldoun. Voici les passages les plus significatifs :

(1). « La croissance gagne en qualité comparativement aux années passées, avec un repli de la contribution des services non marchands au profit des secteurs productifs, en particulier l'agriculture et la pêche, les industries manufacturières et les services marchands. Cette inflexion positive semble se consolider depuis le début de 2018 grâce à une saison touristique prometteuse ».

(2). « Toutefois, une telle reprise demeure fragile à cause des vulnérabilités persistantes liées, en particulier, au dérapage des déficits budgétaires et des paiements extérieurs (6.1% et 10.2% du PIB respectivement en 2017), doublé d'une recrudescence des tensions inflationnistes (7.7% à fin mai 2018 contre 6.4% en 2017 et 4.2% en 2016) ».

(3). « Les exportations totales du pays vers l'Union Européenne hors effet change, n'ont pas permis de profiter pleinement de l'amélioration de la demande extérieure reflétant notamment les difficultés au niveau de la compétitivité extérieure de la Tunisie. La part de marché de la Tunisie sur le marché de l'Union Européenne a baissé de 3 points de base en 2017 pour passer à 0.51 pourcent contrairement à l'évolution de la part des principaux concurrents de la Tunisie ».

Part en %	Rappel 2010	2016	2017
Chine	8.54	20.14	20.18
Inde	2.81	3.56	3.73
Maroc	0.51	0.81	0.81
Tunisie	0.62	0.54	0.51

(4). « Le secteur extérieur continue à se dégrader en raison du manque d'offre exportable et d'un rythme effréné des importations. La baisse des réserves en devises, l'accroissement de l'endettement extérieur (63.5% du Revenu National Disponible Brut en 2017) notamment

public, en plus de la dépréciation accrue du dinar constituant, à cet égard, des conséquences inévitables ».

(5). « Les différentes mesures fiscales prises dans le cadre de la loi des finances au titre des années 2017 et 2018, associées à une maîtrise des dépenses, contribueront à atténuer les déséquilibres budgétaires, même si elles ont été diversement perçues par les opérateurs économiques. Les incertitudes de ces opérateurs et des investisseurs potentiels gagneront à être levées par une meilleure visibilité fiscale pour améliorer le climat des affaires affectée par une série de classements négatifs appliqués au pays, outre la dégradation de la note souveraine décidée par les agences de notation financière ».

(6). La résurgence de l'inflation et son positionnement sur une tendance haussière a pour origine, en partie, des causes conjoncturelles et en partie des distorsions structurelles. Les mesures prises en matière de relèvement du taux directeur doivent être soutenues et relayées par une politique volontariste pour juguler les déséquilibres financiers. Les priorités à ce niveau concernent l'assainissement financier du secteur public, associé à une politique sociale mieux ciblée et plus équitable, en vue de dégager un espace budgétaire au profit de l'investissement productif.

III. le monde enregistre de profondes mutations. Il faut savoir exploiter les nouvelles opportunités qui s'offrent

« La remise sur pied de l'économie nationale passe inévitablement par une rupture franche avec les blocages institutionnels et réglementaires et les distorsions qui n'ont cessé de dégrader le climat des affaires et d'entraver les initiatives des opérateurs économiques à commencer par celles des jeunes promoteurs porteurs de projets innovants avec de larges perspectives de création d'emplois et de conquête de nouveaux marchés à l'exportation ».

« Le monde d'aujourd'hui vit des transformations majeures. Le rythme effréné des innovations technologiques fait peser le risque d'un creusement abyssal et irrattrapable de l'écart du savoir entre les volontaristes qui s'approprient le changement et ceux qui tergiversent ». Il importe de faire le choix de l'avenir en s'engageant résolument dans la transition technologique qui s'annonce aussi bien dans le domaine bancaire que dans tous les autres domaines ».

Pour conclure, Le rapport de la BCT, tout en mettant en exergue les signaux d'amélioration de l'économie tunisienne, signale les nombreuses faiblesses qui demeurent et les orientations requises pour réinsérer l'économie tunisienne sur une trajectoire répondant aux aspirations de la population.

Forum Ibn Khaldoun le 01 aout 2018

[Rapport annuel de la BCT à télécharger](#)